

peu de souplesse, et c'est pourquoi leur tâche devient ardue.

• (1.00 a.m.)

Une voix: Le ministre veut les mettre tous dans le même sac.

M. Woolliams: Je ne vais pas prendre cette tangente maintenant, mais je pourrais très bien le faire.

L'hypocrisie économique ne réussit pas. Les députés de la Saskatchewan qui représentent la ceinture agricole savent comme moi que, lorsque vous augmentez les salaires et les frais de production, vous augmentez le prix du produit et également les prix à l'exportation. Entrons dans le détail. La Commission du blé est soutenue par l'ancien CCF, le NPD, les conservateurs et les libéraux. Personne à la Chambre, y compris les membres de mon parti et les libéraux, n'a le courage de critiquer cette bureaucratie. Quelque 4 millions de boisseaux d'orge auraient pu être vendus au Montana à un certain prix mais, puisque la Commission du blé a dit qu'il fallait maintenir le prix à un certain niveau, la vente n'a pas eu lieu.

Dans l'Ouest du Canada, il y a davantage de trafic d'orge, d'avoine et de blé qu'au temps de la prohibition. Je pourrais mettre ma réputation politique en jeu en disant que je connais des membres de mon parti et du parti libéral qui tremblent à l'idée d'attaquer la Commission du blé. Le parti conservateur a créé la Commission du blé avec l'idée que nous devrions vendre du blé sur le marché libre. Il est temps que quelqu'un se lève et critique. Avant le débat de ce soir, je n'avais jamais été témoin d'autant d'hypocrisie.

Bien des députés s'estiment menacés politiquement parlant s'ils critiquent la Commission du blé. Mon Dieu, pensent-ils c'est impossible de faire cela. Je le dis tout net: nous savons que la Commission du blé n'a pas fait son travail et nous savons que cette Commission conseille les ministres. Nous avons des difficultés à propos de l'accord international sur le blé. En réponse à des questions inscrites au *Feuilleton*, nous avons appris que tout le monde violait l'accord international sur le blé. C'est pour cela que cette question est importante. Quelle est la politique du gouvernement? Celui-ci déclare qu'il entend injecter 100 millions de dollars dans l'économie de l'Ouest du Canada. Dans l'Est du Canada, en Ontario et au Québec, on pense qu'il s'agit d'un programme formidable qui procurera 100 millions de dollars grâce à des mises en jachère et à des récoltes de céréales fourragères.

Lorsque j'ai interrogé le gouvernement aujourd'hui, le ministre a admis qu'il n'y avait pas de graines fourragères sur le marché à cause du gel l'année dernière et

d'une foule d'autres choses. Or le prix de ces graines de semence va monter à tel point que seuls les spéculateurs pourront s'en procurer. Quel genre de programme est-ce? Quand donc le ministre, qui vient de la meilleure université du Canada, qui a été doyen de la faculté de droit de l'université de Saskatoon, va-t-il assumer ses responsabilités en disant: «J'admets que le gouvernement et la Commission du blé ont échoué. Nous n'allons pas vous payer pour ne pas produire du blé alors que les deux tiers de l'humanité se couchent le ventre creux.»

Les députés à ma gauche critiquent le programme. Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) l'a qualifié de politique de fous mais il n'a proposé aucune autre solution. Quand donc le ministre va-t-il proposer une formule pour vendre notre blé au monde et nourrir les affamés? Que va-t-il se produire l'année prochaine des terres mises en jachère d'été, si le vent n'a pas tout emporté, lorsque les cultivateurs vont se mettre à semer? Je propose au ministre d'utiliser le montant de 100 millions de dollars—qu'on l'appelle une subvention ou ce qu'on voudra—pour vendre notre blé aux pays du monde qui sont prêts à l'acheter. Nous n'affrontons pas la concurrence. Je reconnais au chef du NPD le mérite d'avoir dit que nous étions il y a deux ans le premier pays exportateur de blé, mais qu'à l'heure actuelle nous occupions le quatrième ou le cinquième rang. A quelle place allons-nous être relégués après l'application de ce programme?

Ne vaudrait-il pas mieux vendre le blé ou accorder une subvention aux agriculteurs des Prairies? Pour moi c'est le pire programme que l'on puisse trouver, premièrement, en raison de l'absence de graines fourragères qui sont toutes entre les mains des spéculateurs actuellement; deuxièmement, si vous mettez vos champs en jachère, comme le suggère le ministre, et il est natif de la Saskatchewan, les Prairies vont devenir une région dénudée; troisièmement, ce programme est une mesure inflationniste; quatrièmement, il serait préférable de faire servir les 100 millions de dollars à écouler le blé. Comme le disait le président de la Banque de Montréal, chaque dollar que nous rapporte notre blé ou tout autre produit du Canada nous vaut \$3.50 au chapitre du produit national brut.

Revenons à mes amis à ma gauche qui, comme le ministre le sait, comptent de nombreux représentants de l'Ouest canadien. Je veux parler du Nouveau parti démocratique. Je les appelle des hypocrites économiques. Ces gens appuient, au fond, la Commission canadienne du blé. Ils n'y veulent aucun changement. D'autre part, ils critiquent le gouvernement.